

Comportements électoraux dans le Sud-Aveyron sous le Second Empire (1861-1864)

par Jean LAROZE

La pratique de la candidature officielle est communément associée au souvenir du Second Empire. S'il est vrai qu'il en a d'abord abusé, plus tard usé, il n'en est nullement l'inventeur. Elle était largement appliquée par la monarchie de Juillet, mais c'était dans le cadre du scrutin censitaire. Par contre, le régime de Napoléon III a été le premier à mettre régulièrement en application le suffrage universel, que les républicains modérés et amis de l'ordre de 1851 entendaient démanteler. Les élections sous le Second Empire, aussi orientées soient-elles, reflètent véritablement l'état de l'opinion, de 1852 à 1870. Il n'est pas sans intérêt d'analyser le déroulement des opérations électorales dans la France profonde, en l'occurrence le Sud-Aveyron, dans la seconde partie du régime impérial, la demi-décennie de 1861 à 1865.

LE CONTEXTE HISTORIQUE

Nul personnage n'a été, plus que Napoléon III, maltraité par l'histoire. Il le doit certes aux conditions catastrophiques de sa chute, mais aussi à l'ambiguïté de sa personnalité et de son comportement. Au lendemain du coup d'Etat du 2 décembre 1851 et dans les premières années de son règne, il a fondé son pouvoir sur l'autoritarisme plus que sur un véritable absolutisme, tout en s'affirmant « socialiste ». Et à partir de 1860, souhaitant mettre en conformité la pratique avec les principes, il engage un processus de libéralisation qui surprend d'abord, scandalise ensuite son entourage et ses partisans les plus fidèles qui ne comprennent plus ses motivations et ses objectifs. Nous assisterons à leur trouble dans ce fin fond de la France qu'est alors le Sud-Aveyron.

LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE

Le Vabrais, c'est-à-dire ce que l'on appelait jadis la Haute-Marche du Rouergue et aujourd'hui le Saint-Affricain, est un composant original du département de l'Aveyron, dans la séquence temporelle que nous retenons, 1861-1864.

L'Aveyron, sans avoir été une Vendée méridionale, n'a accueilli la Révolution qu'avec réticence et a mal vécu les conscriptions du Premier Empire. Il est devenu un terreau solide du royalisme et d'un légitimisme fortement imprégné de cléricalisme, si ce n'est dans le Villefrancois à l'ouest, dans le Millavois au sud-est. Cette dernière exception est liée à la présence, dans la région des avant-Causses et de l'Albigeois, d'une communauté protestante démographiquement très minoritaire, mais fort influente par sa position sociale et sa puissance économique, et aussi par son dynamisme qui a favorisé son adaptation aux mutations dans lesquelles le Second Empire a entraîné la France. Nous assisterons de ce fait à de surprenantes alliances ou à de féroces oppositions dans les compétitions électorales.

Les protagonistes de l'action politique

En 1860-1865, la France est donc engagée, par la volonté de Napoléon III, dans une aventureuse libéralisation conduisant à une certaine ouverture dans le domaine politique et institutionnel. Nous allons en étudier les conséquences sur un territoire bien délimité, allant du canton de Camarès à celui de Cornus et couvrant les bassins de la Sorgues et du Dourdou, avec pour centre la sous-préfecture, Saint-Affrique, petite capitale de cette micro-région (pratiquement l'ancien district de la Révolution). Avant d'entrer dans les faits, nous évoquerons les protagonistes de l'action électorale dans ce secteur.

Signe d'un centralisme prégnant, ce n'est pas sur le terrain que nous trouvons les acteurs les plus efficaces, mais ... à Paris. Dans le déroulement des événements locaux intervient une triade redoutable, composée de trois Aveyronnais de souche, résidant dans la capitale : Casimir Mayran, Pierre Calvet-Rogniat et Gabriel-Alexandre Jugla. Le premier, ancien homme d'affaires, est conseiller général d'Espalion ; le second est l'inamovible député de l'Aveyron ; le troisième, moins connu, est chef de bureau au ministère de l'Intérieur, à la Direction générale de la Sécurité publique. C'est à l'occasion de copieux repas aveyronnais que se retrouvent les trois hommes et que se distribuent les rôles de chacun à l'occasion des consultations électorales aveyronnaises.

Bien entendu, ils doivent prendre en compte, dans leurs calculs et leurs projets, la présence sur le terrain d'intervenants plus ou moins influents. Au premier rang de ces acteurs locaux ils doivent compter en priorité avec le clergé, ce qui ne leur facilite pas la tâche. Les deux premiers membres du trio relèvent d'un catholicisme purement sociologique, aux limites d'un anticléricalisme conjoncturel ; le troisième, Jugla, est protestant. Ceci, dans

une conjoncture de conflit entre l'Empire et le Saint-Siège, à l'occasion de laquelle l'évêque de Rodez, M^{gr} Delalle s'enfoncera dans un ultramontanisme progressif. Second acteur politique : l'influente minorité protestante. A sa tête, le pasteur Borel n'est pas moins politisé que les curés, mais son troupeau est plus restreint et moins influençable. Les banquiers Auguste Mazarin et Delure ont aussi une large audience.

Enfin, il convient de compter avec les politiciens locaux, dont la position peut se définir par un certain clérico-opportunisme. Parmi eux, on doit distinguer, car il est le plus actif et le plus ambitieux, Hippolyte Barascud, bien implanté à Saint-Affrique, flanqué d'une épouse résolument activiste, appelé à une honorable carrière parlementaire dont l'heure n'a pas encore sonné. Citons aussi Léonce de Courtois, de Vabres, conseiller général de Saint-Affrique, et Briguiboul, avocat à Rodez, mais propriétaire à la Colombarié, dans la commune de Gissac, très appuyé par l'évêché. Autour d'eux et sur le terrain interviennent des seconds couteaux, comme Tournier à Saint-Félix, Privat à Cornus, Régis Durand à Camarès, Nouguier à Cénomes, et bien d'autres dans chaque village. Enfin, brochant sur le tout, le sous-préfet de Saint-Affrique est obligatoirement dans la main de Jugla, en raison même de sa fonction.

Restent à cerner les caractéristiques du corps électoral. Il est certes assez solidement encadré par l'administration et le clergé, mais il sait échapper à leur vigilance. La masse des électeurs est constituée par une population paysanne méfiante et apparemment soumise. A vrai dire, cet électorat est encore peu politisé et n'est pas rompu au débat politique. Le suffrage universel est un phénomène récent. Le monde agricole, peu informé des évolutions politiques, a bénéficié des bons résultats économiques de l'Empire et lui sait gré d'avoir assuré l'ordre et une relative prospérité. On écoute respectueusement les consignes du curé ou du maire, mais, au moment du vote, on se soucie peu d'engagements plus ou moins extirpés ou intéressés. Au sein de cette population rurale existent cependant, surtout dans les bourgs, quelques noyaux républicains, voire socialistes ou révolutionnaires. Tel un levain, ils influencent parfois un électorat pauvre, mais leur poids reste marginal dans le débat électoral.

En définitive, une bourgeoisie biconfessionnelle conserve une forte influence, et tout compétiteur doit se la rendre favorable, ou du moins la neutraliser. C'est parmi elle que se recrutent la plupart des maires, fort courtisés par tous les candidats et dont la position détermine celle de leurs administrés.

LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Les mesures de libéralisation du régime, aussi timides soient-elles, allaient amorcer une lente mutation du paysage politique français. Nous en suivrons l'évolution – et les limites – dans ce microcosme que constitue le sud-est du département de l'Aveyron.

Une « cantonale » mal gérée : Camarès 1861

La première échéance est pour notre région l'élection au poste de conseiller général du canton de Camarès. Il était occupé depuis le scrutin précédent, en 1855, par un protestant, Auguste Mazarin, banquier de Saint-Affrique. Bien entendu, en 1855, on était sous le régime de l'Empire autoritaire, et le protestant Mazarin n'avait dû son élection qu'à l'appui de l'administration. Nous soupçonnons Jugla, alors en poste à la Direction de la Sûreté générale et bras droit du puissant directeur Collet-Meygret, de n'avoir pas été étranger à ce soutien officiel.

Nouveau cas de figure six ans plus tard : la pression administrative doit être allégée et moins omniprésente, le conflit du gouvernement impérial avec le Saint-Siège réveille le zèle oppositionnel de la hiérarchie catholique, la compétition risque d'être plus rude. Un nouveau protagoniste vient déranger le jeu politique local : l'avocat Briguiboul, homme de l'évêché, est lancé dans la compétition pour évincer du canton l'hérétique Mazarin. Le notaire de Camarès, Régis Durand, grand ami de Jugla, est un des premiers à avoir conscience du risque pour le candidat sortant qui se rend mal compte du danger. Régis Durand alerte les amis du pouvoir, mais déjà Briguiboul est entré en campagne, dès la fin mai. Il visite méthodiquement toutes les communes du canton, et, dans chacune, sa première démarche est de rencontrer le curé.

En haut lieu, on nourrissait quelques craintes sur les chances de Mazarin, et Mayran écrit à Jugla le 3 juin, après avoir longuement rencontré le préfet Demonts : « M^r le Préfet m'annonça que la réélection de M^r Mazarin, à Camarès, présentait de grandes difficultés, et qu'un nommé M^r Briguiboul, avocat à Rodez, s'était présenté à la Préfecture pour solliciter l'appui de l'Administration. Je pris sur moi, mon cher ami, de faire connaître au Préfet combien votre candidature serait agréable au canton de Camarès et les chances que vous auriez sur tous les autres compétiteurs. M^r le Préfet voulut bien me dire combien il serait heureux de vous voir arriver au Conseil départemental, et ajouta que la lutte s'établirait entre catholiques et protestants, et que, comme vous apparteniez à la religion de ces derniers, il avait besoin de se concerter avec le sous-préfet de Saint-Affrique. Dans le cas où vous voudriez vous présenter, agissez en conséquence, mon cher ami, et surtout ne perdez pas une minute. Au besoin faites jouer le télégraphe pour informer le Préfet de vos intentions. Je ne vous dis pas tout le plaisir que j'éprouverais de vous voir devenir mon collègue... ».

Jugla donne par retour une réponse négative, estimant que son heure n'a pas encore sonné. Mais le canton est perdu pour le gouvernement.

Une lettre de sa sœur, du 19 juin, nous fait une vivante, mais peut-être partielle, description de la campagne sur le terrain, à Saint-Félix-de-Sorgues : « Tu auras su l'échec de M^r Mazarin. Les prêtres de Saint-Félix se sont donné beaucoup de peine pour faire triompher la candidature de M^r Briguiboul et ils ont réussi. M^r Tournier [le maire protestant de

Saint-Félix, fidèle soutien de Jugla] s'est donné beaucoup de peine pour rien. Mais on a tant dit à tout le monde que la religion était en danger ! Et puis M^r Mazarin est si peu connu qu'on vous répondait qu'il ne nous représentait pas du tout. Enfin c'est ainsi. M^r le curé a dit à Mayneau [le neveu de Jugla] que s'il s'agissait de toi, il ne te serait pas opposé, et je crois en effet que les curés n'auraient pas eu le dessus si tu avais été porté ».

Ces deux lettres de Mayneau et de Camille Jugla nous éclairent sur les conditions dans lesquelles s'engagent, se déroulent et se concluent ces consultations cantonales : des campagnes courtes, de quelques semaines, voire quelques jours ; la persistance, dans l'esprit du candidat, du sentiment de la nécessité du label officiel pour l'emporter (Briguiboul a pour première démarche une sollicitation auprès du préfet) ; un face à face entre catholiques et protestants qui n'est pas dépourvu d'ambiguïté, à en juger par l'attitude du curé de Saint-Félix.

Mais elle nous révèle aussi que la pratique de la candidature officielle s'affaiblit, puisque Briguiboul est bel et bien élu, démontrant que le soutien de l'évêché peut l'emporter sur un appui administratif devenu moins pesant. Autre preuve de la relative réserve du pouvoir : une pétition collective de plusieurs maires s'élevant contre les agissements des curés en faveur de Briguiboul reste lettre morte, la nomination de celui-ci étant entérinée, ce qui aurait été impensable dix ans auparavant.

Intermède « législatif » : l'élection difficile de Calvet-Rogniat (1863)

Le cuisant échec de l'administration à Camarès était un coup de semonce pour le député du Sud-Aveyron, Calvet-Rogniat, candidat officiel élu et réélu sans difficulté en 1852 et 1857. Les élections législatives étaient programmées pour les 30 et 31 mai 1863, et, dès la fin de l'été 1862, étaient annoncées des candidatures contre celle du député sortant, de M. de Bonald et de M. de Courtois, pour la circonscription de Millau Saint-Affrique. Le compétiteur le plus dangereux pour Calvet-Rogniat était M. de Bonald, fort influent dans le Millavois, et la présence de M. de Courtois hypothéquait les résultats sur le Saint-Affricain.

Pour la première fois, Calvet-Rogniat devra donc s'impliquer personnellement et physiquement dans une campagne électorale, et il montrera qu'il sait le faire. Il fait preuve de pugnacité et d'une méthode rigoureuse, avec une méticuleuse programmation. Alors que le renouvellement du corps législatif est fixé aux 30 et 31 mai 1863, Calvet-Rogniat n'hésite pas à entrer en campagne dès novembre 1862. De son château de Veillac, il présente à Jugla, le 8 novembre 1862, ses projets immédiats : « Depuis que vous avez quitté Veillac il fait un temps magnifique ... Je commence aujourd'hui même ma tournée électorale, et c'est en faisant mes préparatifs de départ à six heures du matin que je dicte cette lettre à M^r Nayran [son secrétaire]. Je suis attendu à déjeuner à Vezins à 11 heures. Je serai à Milhau, d'où je ferai quelques excursions dans le voisinage les 15, 16, 17, 18, 19 et 20... ». Voici donc notre candidat lancé, pour une bonne

quinzaine, dans le froid et les brumes du Levézou ou sur les mauvais chemins des Causses et du Rougier, à la rencontre des maires et à la recherche des notables, éléments indispensables d'un succès électoral.

Il n'est d'ailleurs pas seul à battre la campagne électorale. Son principal adversaire est déjà à l'œuvre : « M^r de Bonald était ici ce matin, cherchant à voir quelques personnes... », écrit Pierre Tournier, de Saint-Félix, à Jugla, le 19 novembre : « ...Thorel (un ingénieur résidant au village) était son chien de course. Fort affairé comme vous pensez... ». Chacun réactive donc ses réseaux et ranime la foi de ses partisans, et plus particulièrement le clergé local, puisque Tournier ajoute en post-scriptum : « Mayneau arrivé ce soir vient de me dire qu'il y avait à Saint-Affrique 25 curés au sujet des élections. Je pense que M^r Calvet ne passera pas ici avant le 20 décembre... ».

Mathieu Mayneau, neveu de Jugla et juge à Saint-Affrique, confirme l'information deux jours plus tard, le 21 décembre : « ...J'ai déjeuné mercredi chez le sous-préfet avec tous les juges de paix, sauf celui de Saint-Rome-de-Tarn (ce que je n'ai pas compris), et M^{re} Cabanous père et fils, et le Procureur impérial. Je dois me rendre de nouveau chez lui mardi pour nous entendre au sujet de la tournée de M^r Calvet. M^r de Bonald s'agite beaucoup. Il y a ces jours-ci réunion de 25 ou 30 prêtres, à Saint-Affrique... ».

Ainsi, les états-majors de chaque camp, curés d'un côté, administrations de l'autre, se concertent et s'organisent, et l'on est à six mois de l'élection. Au terme de sa première tournée, Calvet-Rogniat fait part à son ami Jugla de ses premières impressions, le 20 novembre 1862 : « ...Je vais rester à Veillac ... où je resterai après une tournée de 19 jours, tournée dans laquelle, je suis heureux de vous le dire, et vous l'apprendrez j'en suis certain avec plaisir, j'ai été l'objet de l'accueil le plus aimable de l'immense majorité de mes électeurs. Dans telle localité, où l'on m'avait dit que M^r de Bonald avait le plus grand nombre d'amis, j'ai reçu des témoignages presque unanimes de dévouement. Ailleurs on m'a fait de véritables ovations. Dans le cours de ma tournée, j'ai trouvé un assez grand nombre de vos amis et de vos parents (les notables protestants) qui m'ont témoigné des sympathies que je dois évidemment à notre amitié, et cela m'est arrivé hier principalement à Saint-Jean-du-Bruel et à Nant. Cela se renouvellera bien plus fréquemment, je le sais, dans l'arrondissement de Saint-Affrique. Si vous ne connaissiez mes sentiments pour vous, je vous en remercierais... ».

Calvet-Rogniat n'est, en effet, encore pas allé à Saint-Affrique, où il doit se rendre en décembre ; il doit être le lundi 5 janvier 1863 à Camarès, le mardi 6 à Saint-Félix-de-Sorgues, où il est invité à déjeuner par Mathieu Mayneau. Jugla, l'oncle de ce dernier, ne laissant rien au hasard, a indiqué à celui-ci quelles personnes de la localité il doit inviter.

Auguste Ricateau, neveu de Jugla, nous décrit le passage de Calvet-Rogniat à Saint-Affrique, le dimanche 4 janvier :

« Quoique les démonstrations aient été ici moins apparentes qu'à Millau pour la réception de M^r Calvet-Rogniat, tout porte à croire qu'il aura

beaucoup de sympathie dans cet arrondissement. Il y eut hier soir un grand dîner à la sous-préfecture où assistaient tous les chefs de corps constitués, voire même M^r le curé qui, d'après ce que m'a dit mon voisin M^r G..., paraissait être dévoué à l'administration.

Après le dîner il y eut soirée où se rendirent beaucoup de personnes invitées pour la soirée seulement. Parmi ces dernières, il y en avait bien quelques-unes qui se trouvaient là comme le diable dans un eau-bénitier, entre autres M^r Desmazes, ancien maire, qui allait faire acte d'adhésion à ce candidat quand quelques jours auparavant il protestait de son attachement pour la candidature de M^r L. de Courtois. Mais à part ces quelques petites exceptions, tout se passa très bien et je crois que cette visite aura produit un effet favorable.

J'oubliais de vous dire que le matin M^r Calvet-Rogniat, en compagnie de M^r Brassier [le sous-préfet], allèrent à la messe escortés par les pompiers auxquels il fit une petite harangue qui avait pour but la promesse de quelques faveurs. Cette promesse ne se fit pas attendre longtemps, et le soir même M^r le Préfet arrivait de Rodez, et à ce moment, les miliciens lui présentaient une pétition pour demander l'enseignement gratuit de leurs enfants chez les Frères de l'Ecole Chrétienne, pétition qui obtint séance tenante le résultat demandé.

Ce matin deux voitures ont amené les voyageurs à Camarès qui, leurs visites faites, doivent aller dîner à Sylvanès chez M^r Carrière. Je crains fort pour eux le passage de Montagnol et du bois, mais pourvu qu'il ne leur arrive pas malheur, leurs voitures devraient-elles se détériorer, il est bon qu'ils voient l'état des routes dans ces contrées. Je voudrais même qu'ils fussent obligés de traverser les Graves de Serviès... ».

Calvet-Rogniat traverse donc le lundi le canton de Camarès, pour aller coucher à Saint-Félix, auquel il consacre sa journée du mardi 6 janvier. Il est reçu chez les Jugla, qui organisent pour lui un somptueux banquet auquel sont conviés les notables qui, du reste, ne répondent pas tous à l'invitation. Au menu : « Un potage de bœuf, filet de bœuf aux truffes, perdreaux à la [...], fricandeau de veau aux truffes, plumpudding au rhum, crème au café, desserts de diverses pâtisseries... », énumère Mayneau qui ajoute : « J'avais un lièvre destiné à être rôti. Nous l'avons supprimé, parce que nous avons trouvé que c'était trop copieux pour les personnes que nous avions... », en l'occurrence huit convives. Le curé n'étant pas venu pour cause de torticolis, « et M^r l'abbé ne [voulant] pas se présenter sans le curé... », le député et ses partisans se présentent au presbytère. Rendons la plume à Mayneau : « Nous rendîmes tous ensemble visite à M^r le curé, auquel M^r Calvet-Rogniat parla de son église. Mais il [le curé] se tint sur la réserve et il n'a pas voulu lui rien demander. Mais M^r Calvet n'a pas fait grande attention à cela et il lui a donné de très bons conseils, et il lui a offert son concours le plus actif pour obtenir un secours. Je crois qu'il votera et qu'il fera voter contre lui, mais sans se montrer, par crainte de rompre avec nous... ».

Cependant, la visite à Saint-Félix se termine : « Ils partirent à la nuit pour Cornus, en laissant à M^r Tournier [le maire] 100 frs pour le bureau de bienfaisance, qui seront distribués ces jours-ci... ».

La tournée électorale se poursuit donc, avec son cortège de banquets réunissant les notables locaux, de visites aux curés, de distribution de livres, de promesses, et aussi de billets de banque (Calvet-Rogniat est banquier). En fait, malgré ses aspects triomphalistes, le parcours de Calvet-Rogniat n'est pas aussi positif qu'il l'espérait. A deux mois du scrutin, le 26 mars 1863, Charles Ricateau dresse pour son oncle un état de la situation :

« Depuis une quinzaine de jours et plus, le compétiteur le plus sérieux de M^r Calvet, M^r de Bonald ne se contente pas de suivre toutes les foires pour serrer la main aux paysans en leur promettant plus de beurre qu'il n'a assurément l'espoir de leur en donner, mais encore il visite en détail tous les villages et les hameaux, étayé toujours du curé de l'endroit où il se trouve, afin de s'attirer des partisans. Comme de juste, personne ne leur refuse la promesse pour ne pas déplaire, surtout à M^r le curé, mais beaucoup leur feront défaut, d'après ce qu'on entend dire.

Le parti favorable au gouvernement n'est pas aussi en retard pour les sollicitations. M^r Brassier paie réellement de sa personne, et si contre toute attente M^r Calvet n'obtenait pas la majorité, on ne saurait en faire incomber la faute sur le compte de M^r le sous-préfet qui fait des visites suivies aux maires des environs pour exciter leur zèle. Grâce à l'appui ferme et dévoué d'une partie des administrations nous avons le bon espoir de faire sortir M^r Calvet, mais l'opposition du clergé nous donnera bien de la peine pour y arriver.

M^r de Courtois, malgré l'assurance qu'il a de ne pas être nommé, n'a pas voulu se retirer et fait des frais énormes ... de poignées de main. On se rencontre à dire qu'il aura une bonne quantité de votes dans les cantons de Saint-Affrique et de Camarès. Il a fait une profession de foi digne d'un écolier qui sort des bancs. Je regrette de ne pas l'avoir pour vous l'envoyer... »

Le danger pour Calvet-Rogniat, dans le secteur, vient d'un risque sérieux de défection de protestants influents, et Ricateau poursuit : « ... Il est deux partisans, protestants, de M^r de Bonald, l'un à Saint-Affrique, M^r Eugène Grand-Pilandre, qui a été très flatté d'une visite que lui a faite le candidat clérical ; l'autre est à Nonenque, Mme Liquier qui, dit-elle, voudrait revenir au temps des privilèges. Elle dit cependant l'autre jour à M^{elle} Lucile [une protestante de la famille Fuzier] que par rapport à M^r Jugla elle ne ferait pas de propagande ». Et Ricateau de conclure : « J'espère que la présence de l'oncle Jugla calmera un peu leur ardeur... ».

Effectivement, Jugla fera, dans les premières semaines de mai, une brève mais efficace descente dans l'Aveyron pour rallier parents, amis et clients. Calvet-Rogniat sera élu dès le premier tour, avec près de

7 000 voix sur 12 941 suffrages exprimés dans l'arrondissement de Saint-Affrique. Mais l'alerte avait été chaude et l'intervention de Jugla dans le Vabrais jugée déterminante, ce qui le désignait pour enlever un canton gagnable, celui de Cornus, renouvelable en 1864.

Une campagne exemplaire : Cornus 1864

Les amis aveyronnais réunis autour de la table accueillante de Calvet-Rogniat, dans son hôtel des Champs-Élysées, souhaitent faire entrer Jugla au Conseil général de l'Aveyron. Ils avaient un moment pensé au canton de Saint-Beauzély, dont le titulaire, M. de Laumière, officier, était allé se faire tuer glorieusement au siège de Puebla. Cependant, on butait sur un obstacle de taille : Jugla était protestant, lourd handicap pour un canton du Lévezou profondément catholique. Fort opportunément, était renouvelable en juin 1864 le siège du canton de Cornus, où le conseiller sortant n'envisageait pas de se représenter ; peut-être l'avait-on incité à ne point le faire... Jugla va donc partir à la conquête du canton, et il va conduire sa campagne de façon exemplaire.

Le plan de campagne est précocement mis en place. Premier acte : en décembre 1863, lorsque les turbulences de l'élection législative de mai sont apaisées, le sous-préfet Brassier est remplacé par un ami dévoué de Jugla, M^r de la Rhoëllerie, qui s'avèrera un instrument efficace de sa future élection. C'est lui qui étudie la situation, observe les éventuels compétiteurs, visite les municipalités, conditionne les esprits.

Dans un second temps, Jugla affecte l'indifférence et laisse se déclarer les candidats. Le plus sérieux et le plus dangereux est Hippolyte Barascud, bien implanté à Saint-Affrique. Il courtise, sans grande chance, le nouveau sous-préfet. Mais surtout, flanqué d'une épouse un peu encombrante, il fait le siège des notables jugés influents. C'est ainsi qu'il parvient presque à se rallier les Liquier, riches propriétaires du château de Nonenque, pourtant protestants et amis des Jugla ; celui-ci parviendra en fin de course à retourner en sa faveur la situation. Deux autres compétiteurs entrent en lice. Le premier, M. Fabry, résidant ou originaire de Cornus, se retirera dès que Jugla annoncera sa candidature. Plus coriace et plus complexe est le second, un certain Jourdan, propriétaire à Mas-Andral, candidat local parfaitement cynique qui, durant la campagne, négociera – nous pourrions dire « magouillera » – avec l'un, avec l'autre, à seule fin de se faire financer un chemin rural ! Sa force et sa relative dangerosité viennent de l'appui que lui accordent les curés, qu'il reçoit et régale dans sa riche ferme de Mas-Andral.

Dans un troisième temps, avant que Jugla ne se déclare officiellement, le sous-préfet n'hésite pas à faire un court séjour à Cornus, en février, dans des conditions climatiques épouvantables : « M^r de la Rhoëllerie arriva hier soir de Cornus. Il ne lui a pas fallu moins de deux jours pour revenir à cause d'une grande quantité de neige qui couvre les routes. Il coucha à Latour... », écrit Ricateau à son oncle, le 23 février 1864.

Dernière étape : après le rapport favorable du sous-préfet et les informations de ses correspondants, et malgré l'hiver qui s'attarde, Jugla fait acte de candidature et entreprend une expédition-éclair dans le Vabrais. Ultime précaution, son équipe s'implique dans une élection au Conseil d'arrondissement qui servira de test et éclairera sur la répartition des voix et le poids de l'audience de chacun. Privat, le candidat de Jugla, est élu confortablement. La voie est ouverte, après le tardif retrait de Barascud, et la campagne est menée tambour battant. Accompagné de son fidèle ami Lebrou, percepteur de Saint-Félix, Jugla visite méthodiquement chaque village, rencontre chaque notable, mobilise chacun de ces partisans, s'efforce de convaincre les indécis.

Il sera triomphalement élu, et occupera au Conseil général une place remarquée, puisque, avec l'appui de ses amis, il en deviendra rapidement un efficace secrétaire dans le nouveau bureau.

*

* *

Nous nous réservons d'exposer dans une autre publication les péripéties, sommairement évoquées ici, de l'élection cantonale de Cornus en 1864. Mais cet ensemble de consultations politiques, au moment de la libéralisation du Second Empire, illustre la réalité d'une évolution qui a parfois été niée. Le régime créé en 1849-1852 par Louis-Napoléon avait des capacités évolutives qui n'ont pas eu le temps de s'exprimer. Les opérations électorales que nous venons de suivre sont un mélange d'archaïsme et de modernité, d'archaïsme par les comportements des différents acteurs, encore imprégnés des vieilles habitudes des régimes censitaires et d'un évident conformisme social, et de modernité par les procédures mises en œuvre afin de convaincre le citoyen électeur, par la technicité des modalités relationnelles entre candidats et votants. Comme ses amis Casimir Mayran et Calvet-Rogniat, le chef de bureau Alexandre Jugla est une bête politique convaincue des potentialités du modèle institutionnel qu'il représente autant qu'il le sert et le défend. Retenus à Paris par leurs activités professionnelles, nos trois compagnons restent des hommes de terrain, conscients des aspirations et des besoins de leurs concitoyens.

Notre région du Rouergue profond est, à la fin du Second Empire, un véritable champ d'expérience de la démocratie, et dispose d'un personnel politique qui méritait d'être tiré de l'oubli.